

A

CTUALITÉS

HABITATION

VOTRE LIEN AVEC LE MARCHÉ DE L'HABITATION Province de Québec

Société canadienne d'hypothèques et de logement

www.schl.ca

Baisse de la construction résidentielle québécoise au premier trimestre

Après avoir progressé de 12 % au troisième trimestre et de 11 % au quatrième, la construction résidentielle au Québec a baissé de 10 % au premier trimestre de 2005 comparativement à la même période l'an dernier. Ce recul a été observé sur les trois principaux segments de marché (celui des propriétaires, des copropriétaires et des locataires), dans trois des six régions métropolitaines de recensement (RMR) ainsi que dans environ la moitié des autres centres urbains. Ainsi, après une progression de plus de 19 % en 2003, le ralentissement dans la construction résidentielle au Québec, entamé

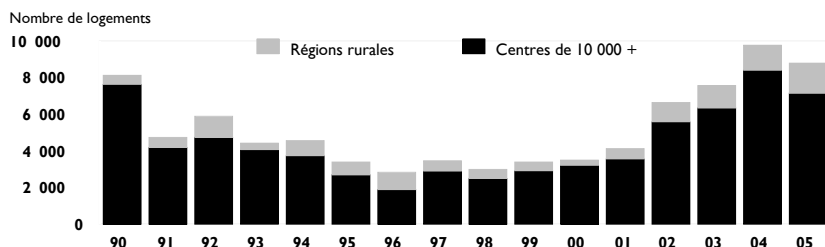
durant la deuxième moitié de 2004, se poursuit et se traduit par la mise en chantier de 8 798 habitations durant le premier trimestre de 2005.

Sur le plan régional

Bien qu'environ 50 % des régions urbaines québécoises aient enregistré une diminution des mises en chantier comparativement au premier trimestre de 2004, la plus grande part de la baisse provinciale était attribuable à la situation prévalant dans les régions métropolitaines de recensement (RMR), où un repli de 16 % (-1 195 mises en chantier) était

suite à la page suivante

MISES EN CHANTIER Régions du Québec Janvier à mars



Source : SCHL

Données brutes

VOLUME 8, NUMÉRO 1,
PREMIER TRIMESTRE 2005

SOMMAIRE

- 1 Baisse de la construction résidentielle québécoise au premier trimestre
- 1 Sur le plan régional
- 2 Marché de la revente : des signes de changement
- 2 Marché locatif : desserrement graduel
- 2 Économie : une progression modérée
- 3 La migration : un moteur important pour la demande d'habitations
- 4 Définitions et concepts

TABLEAUX STATISTIQUES Province de Québec

- 5 Sommaire des activités par région et par marché visé
- 5 Sommaire des indicateurs économiques
- 6 Mises en chantier par RMR et par marché visé
- 7 Logements en construction et achevés par RMR et par marché visé
- 8 Mises en chantier par centre de 50 000 à 99 999 habitants
- 8 Mises en chantier par centre de 10 000 à 49 999 habitants

observé comparativement à la période de janvier à mars en 2004. La RMR qui a le plus contribué à cette situation était la région de Montréal, qui a enregistré des diminutions de 17 % dans les segments propriété absolue et locatif, et de 25 % dans la catégorie de la copropriété pour un total de 4 416 mises en chantier comparativement aux 5 492 enregistrées à la même époque l'an dernier. L'autre région qui a contribué à ce bilan négatif était celle de Gatineau qui, après un premier trimestre exceptionnel l'an dernier, a affiché des niveaux de constructions nettement inférieurs dans toutes les catégories (logements locatifs : -76 %, copropriétés : -64 %, maisons en propriété absolue : -37 %). Finalement, du côté des reculs, la région de Sherbrooke a vu baisser son bilan trimestriel en raison d'un repli important des mises en chantier de logements locatifs (35 contre 152 au premier trimestre de 2004).

Durant cette même période, une tout autre situation existait dans la RMR de Québec. Non seulement a-t-elle recensé un niveau plus élevé de mises en chantier au premier trimestre, mais elle a également témoigné d'une accélération du rythme de la construction, en particulier dans les marchés visant la propriété absolue et la copropriété, qui a progressé de 89 % par rapport aux trois premiers mois de 2004. Dans une moindre mesure, les régions de Trois-Rivières et de Saguenay ont enregistré des augmentations des mises en chantier grâce à la levée de terre d'immeubles locatifs.

Si, de façon globale, une situation semblable à celle des RMR était présente dans les agglomérations urbaines (AR : centres comprenant de 10 000 à 99 999 habitants), l'analyse des résultats dévoile un contraste entre la construction de maisons en propriété absolue (en hausse de 21 %) et celle de logements

locatifs, dont la baisse de 44 % (concentré dans les appartements) par rapport au premier trimestre de 2004 a fait basculer le bilan en territoire négatif durant cette même période (-8 %).

Marché de la revente : des signes de changement

Selon les résultats publiés par l'Association canadienne de l'immeuble (ACI), le Québec avait enregistré 19 654 transactions par l'entremise du Service inter-agences (S.I.A.®) durant le premier trimestre de 2005 comparativement à 19 939 pour la même période en 2004. Ce résultat donne donc suite au recul qui avait été entamé sur ce marché au quatrième trimestre de 2004, et qui mettrait donc fin à la croissance des transactions S.I.A.® observée au cours des dernières années.

Toujours selon l'ACI, le prix moyen de ces transactions aurait augmenté de 8,8 % durant cette même période pour atteindre 177 194 \$. Ce dernier résultat fait donc descendre la hausse en dessous de la barrière du 10 %, après trois ans consécutifs où la hausse fut supérieure à cette marque. Nous estimons toujours que cette majoration des prix s'explique par des facteurs fondamentaux de marché, et ne retenons toujours pas l'hypothèse selon laquelle le marché est en situation de bulle spéculative.

Du côté des nouvelles inscriptions, l'ACI rapporte une hausse de 10 %, suivant la tendance haussière des deux dernières années. La plupart des marchés sont toujours qualifiés de « favorables aux vendeurs » dans les RMR, mais l'évolution récente de ce marché (ralentissement des transactions, l'augmentation des inscriptions et la croissance moins importante des prix) laisse supposer qu'un retour vers un état plus équilibré est en cours.

Marché locatif : dessalement graduel

Bien qu'aucunes données formelles n'aient été compilées depuis la dernière enquête annuelle d'octobre 2004 (qui révélait une légère remontée des taux d'inoccupation dans la plupart des RMR, une stabilité relative du côté des centres de 50 000 à 100 000 habitants, ainsi qu'un resserrement dans plusieurs des petites agglomérations urbaines), le fait que la construction de logements locatifs soit en baisse au dernier trimestre, que la progression des prix sur le marché des propriétaires et des copropriétaires redonne, dans certains cas, avantage à la location, que l'emploi chez les jeunes ainsi que l'emploi à temps partiel ne progresse que faiblement, et que l'immigration continue d'être forte sont autant de facteurs qui limiteront la vitesse de tout relâchement futur.

Économie : une progression modérée

Outre les explications liées plus strictement au marché (augmentation de l'offre du côté de la revente et de l'inventaire du côté du neuf, croissance toujours importante des prix), la perte de vigueur récente des marchés d'habitation s'explique en bonne partie par la modération de la conjoncture économique des périodes précédentes, notamment par la croissance plus faible de l'emploi. Mais bien que l'économie ne soit pas aussi dynamique, les baromètres fondamentaux ne sont pas pour autant en chute libre, ce qui devrait se traduire par des niveaux de demande relativement élevés lorsque comparés à l'histoire récente.

Les plus récentes données de 2005 placent la croissance du PIB réel aux prix de base à 2,5 % par rapport à la même période en 2004. Pour le Canada (lequel profite de données plus récentes), ce taux s'élève à 3,4 %.

Malgré une remontée marginale récente, le secteur manufacturier continue de souffrir de la faiblesse de la demande, notamment de produits aérospatiaux. Pendant que la demande intérieure demeure toujours relativement soutenue, l'investissement privé en capital fixe s'accélère alors que les dépenses publiques courantes (réelles) sont limitées aux secteurs de la santé et de l'éducation. Malgré un début de regain en 2004, les exportations québécoises souffrent toujours de la force relative du dollar canadien par rapport à la devise étasunienne. Dans ce contexte, le chemin cahoteux qu'a pris le marché du travail durant l'année 2003, et qui s'est poursuivi en 2004 se poursuit. L'emploi enregistre présentement une croissance de 1,7 % par rapport au premier trimestre de 2004.

Les données des trois premiers mois de 2005 donnent un portrait semblable à celui de l'année 2004, à savoir une croissance plus marquée de l'emploi à temps plein ainsi que pour la tranche d'âge des 45 à 64 ans. La progression relativement plus forte de l'emploi à temps plein soutiendra davantage le marché des propriétaires (maisons en propriété absolue et copropriétés). Quant aux résultats par groupe d'âge, ceux-ci risquent d'avoir un effet sur les marchés visant des acheteurs plus expérimentés.

Alors que l'emploi chez les jeunes était en baisse en 2004, les résultats du premier trimestre témoignent d'un regain (3,5 % chez les employés de 15 à 24 ans). Si ces résultats prennent l'allure d'une tendance, nous pourrions anticiper une plus grande demande locative au cours de l'année. Ceci étant dit, rappelons que l'emploi à temps partiel (autre indicateur de la demande locative) est en baisse jusqu'à présent en 2005 ce

qui pourrait très bien annuler le stimulus engendré par la croissance de l'emploi chez les jeunes. Compte tenu du retard qui existe entre l'évolution de l'emploi et la demande d'habitation, le ralentissement de l'emploi observé au Québec depuis 2003 continuera d'avoir un impact sur la construction des prochaines années.

En dépit de fluctuations mensuelles consécutives de l'indice de confiance des consommateurs, le niveau est toujours relativement élevé. Le 12 avril, la Banque du Canada annonçait qu'elle maintenait le taux cible du financement à un jour à 2 1/2 %. Compte tenu des risques d'inflation relativement bas ainsi que le rapprochement de l'économie canadienne à son potentiel, la SCHL prévoit des hausses des taux hypothécaires d'environ 50 points de base en 2005 ainsi qu'en 2006.

La migration : un moteur important pour la demande d'habitations

Selon les dernières données de Statistique Canada, rendues publiques il y a quelques semaines, le Québec a affiché un solde de 4 132 migrants durant les trois derniers mois de 2004, soit une hausse de 21 % par rapport à la même période en 2003. Ce résultat porte le bilan annuel à 33 299, une hausse de 6 % comparativement à l'année 2003 et représente le plus grand total depuis 1988 (voir tableau et graphique).

La migration en 2004 fut marquée par deux faits : d'une part, une accélération de l'immigration, qui a dépassé les 44 000 habitants et une hausse de 12 % par rapport à l'année précédente. D'autre part, du côté de la migration interprovinciale, le Québec, après avoir enregistré

un faible solde positif en 2003 - le premier depuis 1962, a perdu plus de 2 000 habitants au profit d'autres provinces canadiennes.

Si l'impact principal du fort bilan migratoire international sera sur le marché locatif de l'île de Montréal, nous pouvons supposer que la région périphérique aura profité car nous savons qu'un nombre croissant d'arrivants s'installent hors de l'île. Mais pour l'habitation en général, il est indéniable que la croissance importante ces dernières années de la migration a et aura un impact majeur. Notons que, depuis 2001, la migration a ajouté plus de 120 000 habitants à la population du Québec. Si, comme le révèlent les données du dernier recensement de Statistique Canada, ces arrivants sont, pour plusieurs années, des demandeurs de logements locatifs, d'autres compilations récentes nous informent que le profil des immigrants évolue dans le sens d'un passage plus rapide au statut d'acheteur.

Bien que la migration interrégionale se solde à zéro sur le plan provincial, les résultats les plus récents révèlent un maintien de tendances qui auront des effets indéniables pour plusieurs centres du Québec. On continue d'observer, d'abord, une migration croissante de Montréal vers la grande banlieue (Laval, Lanaudière, Laurentides, Montérégie). En effet, selon l'Institut de la statistique du Québec, le nombre de Montréalais partant pour ces régions est passé d'environ 1000 en 1998-1999 à plus de 24 000 en 2003-2004. À noter également pour la période 2003-2004 un solde positif d'environ 4 000 pour les zones dites « intermédiaires » (Québec Outaouais, Estrie, Mauricie, etc.) ainsi qu'un bilan négatif d'environ 4 000 pour les régions dites « éloignées » (Gaspésie, Abitibi, Nord du Québec).

Définitions et concepts

Marchés visés - Il en existe trois : le marché propriétaires-occupants fait référence aux maisons unifamiliales (individuelles, jumelées et en rangée) possédées en propriété absolue; celui des copropriétés (condominiums) englobe les maisons et les appartements possédés en copropriété divise; le marché locatif regroupe les logements de type appartements.

Mises en chantier - Ce terme désigne le début des travaux de construction, d'ordinaire après la mise en place de la semelle de béton, ou à un stade équivalent lorsque le bâtiment n'a pas de sous-sol.

Logements en construction - logements mis en chantier mais non terminés. Le nombre de logements en construction à la fin d'une période peut tenir compte de certains redressements qui ont lieu, pour diverses raisons, après que les mises en chantier ont été signalées.

Achèvements - logements habitables où les travaux qui avaient été prévus sont terminés. Dans certains cas, on peut considérer un logement achevé s'il ne reste que dix pour cent des travaux à exécuter.

Logements inoccupés - logements neufs achevés qui sont demeurés vacants.

Offre totale à court terme - Il s'agit de la réserve totale de logements neufs qui comprend les logements en construction et ceux qui sont achevés mais inoccupés.

Offre totale à moyen terme - Il s'agit de la réserve totale de logements neufs qui comprend les logements en construction, ceux qui sont achevés mais inoccupés ainsi que ceux pour lesquels un permis a été délivré, mais qui n'ont pas encore été mis en chantier.

Logements écoulés - logements qui ont récemment été achevés et qui ont été soit vendus ou loués. Le dénombrement de logements écoulés est fait lorsque l'habitation est achevée. Les logements vendus ou loués d'avance ne sont pas inclus avant que les travaux soient terminés. Le nombre des logements écoulés durant le trimestre courant correspond au nombre de logements achevés et inoccupés à la fin du trimestre précédent, plus les achèvements du mois courant, moins les logements achevés et inoccupés durant le mois en cours.

Durée de l'inventaire - période nécessaire pour écouler les logements inoccupés, c'est-à-dire le rapport entre les logements inoccupés et les logements écoulés (moyenne des 12 derniers mois). Cette donnée est exprimée en mois.

Données désaisonnalisées et annualisées (DDA) - données mensuelles brutes, corrigées des variations saisonnières normales et multipliées par 12.

LES RÉSIDENCES POUR PERSONNES ÂGÉES

Le Centre d'analyse de marché de la SCHL publie des études de marché sur les résidences pour personnes âgées pour six régions métropolitaines du Québec (Saguenay, Gatineau, Montréal, Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières).

Sources incontournables pour tous les décideurs, promoteurs et investisseurs qui s'intéressent à ce secteur immobilier d'avenir, les analyses de l'enquête d'octobre 2004.

Commandez sans plus tarder pour obtenir votre copie, en appelant notre

Service à la clientèle

1 866 855-5711

Courriel : cam_qc@schl.ca

Tableau 1
Sommaire des activités par région et par marché visé
Province de Québec

Activité/région	Propriétaire [propr. absolue* et copropriété]		Logement locatif		Total	
	1er trim. 2005	1er trim. 2004	1er trim. 2005	1er trim. 2004	1er trim. 2005	1er trim. 2004
	Mises en chantier					
RMR (1)	4 815	5 817	1 572	1 765	6 387	7 582
Agglomération urbaine (2)	562	466	203	364	765	830
Région rurale (3)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1 646	1 362
TOTAL - PROVINCE DE QUÉBEC	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	8 798	9 774
Logements achevés						
RMR (1)	4 411	4 299	1 606	1 637	6 017	5 936
Agglomération urbaine (2)	754	717	302	275	1 056	992
Région rurale (3)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1 256	2 653
TOTAL - PROVINCE DE QUÉBEC	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	8 329	9 581
Logements en construction**						
RMR (1)	15 231	13 742	7 394	5 204	22 625	18 946
Agglomération urbaine (2)	948	657	877	924	1 825	1 581
Région rurale (3)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	3 888	1 729
TOTAL PROVINCE DE QUÉBEC	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	28 338	22 256

Source : SCHL

(*) Fait référence aux maisons unifamiliales (individuelles, jumelées et en rangée) possédées en propriété absolue et aux duplex occupés par le(s) propriétaire(s).

(**) À la fin de la période indiquée

1) Population : 100 000 habitants et plus

2) Population : 10 000 à 99 999 habitants

3) Population : 9 999 habitants et moins

Tableau 2
Sommaire des indicateurs économiques
Province de Québec

	2005	2004	2004	2004	2004
	1er trimestre	4e trimestre	3e trimestre	2e trimestre	1er trimestre
Produit intérieur brut* (%)	2,3	2,3	2,7	2,4	2,2
Niveau d'emploi total* (en milliers)	3 716	3 712	3 694	3 684	3 657
Taux d'emploi* (%)	60,4	60,5	60,4	60,4	60,1
Taux de chômage* (%)	8,2	8,7	8,3	8,2	8,7
Taux d'inflation (%)	n.d.	2,7	0,7	3,5	3,9
Migration nette	n.d.	4 132	10 427	10 237	8 503
Taux hypothécaires - Canada (%)					
1 an	4,9	4,9	4,6	4,6	4,3
5 ans	6,1	6,3	6,4	6,5	5,9
Marché de la revente (ventes S.I.A.)					
Nombre de logements	n.d.	15 007	14 177	20 494	19 939
Indice de la confiance des consommateurs* (1991 = 100)	123,3	116,5	121,3	121,1	125,3

Sources : Statistique Canada, Conference Board du Canada, Association canadienne de l'immeuble

* Données désaisonnalisées

Tableau 3
Mises en chantier par RMR et par marché visé
Province de Québec

RMR/période	Propriétaire		Logement locatif	Total
	Propr. absolue	Copropriété		
Saguenay				
Premier trimestre 2005	16	0	22	38
Premier trimestre 2004	16	7	0	23
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	16	0	22	38
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	16	7	0	23
Gatineau				
Premier trimestre 2005	207	97	18	322
Premier trimestre 2004	327	271	75	673
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	207	97	18	322
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	327	271	75	673
Montréal				
Premier trimestre 2005	1 956	1 477	983	4 416
Premier trimestre 2004	2 343	1 970	1 179	5 492
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	1 956	1 477	983	4 416
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	2 343	1 970	1 179	5 492
Québec				
Premier trimestre 2005	622	281	418	1 321
Premier trimestre 2004	562	149	323	1 034
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	622	281	418	1 321
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	562	149	323	1 034
Sherbrooke				
Premier trimestre 2005	96	20	35	151
Premier trimestre 2004	59	26	152	237
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	96	20	35	151
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	59	26	152	237
Trois-Rivières				
Premier trimestre 2005	43	0	96	139
Premier trimestre 2004	87	0	36	123
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	43	0	96	139
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	87	0	36	123
TOTAL - ENSEMBLE DES RMR				
Premier trimestre 2005	2 940	1 875	1 572	6 387
Premier trimestre 2004	3 394	2 423	1 765	7 582
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	2 940	1 875	1 572	6 387
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	3 394	2 423	1 765	7 582

Source : SCHL

Tableau 4
Logements en construction et achevés par RMR et par marché visé
Province de Québec

RMR/période	Logement en construction*				Logement achevé				
	Propriétaire		Logement locatif	Total	Propriétaire		Logement locatif	Total	
	Propriété absolue	Co - propriété			Propriété absolue	Co - propriété			
Saguenay									
Premier trimestre 2005	49	0	33	82	27	0	23	50	
Premier trimestre 2004	38	0	7	45	20	0	0	20	
Gatineau									
Premier trimestre 2005	476	420	79	975	392	89	66	547	
Premier trimestre 2004	304	456	204	964	576	24	143	743	
Montréal									
Premier trimestre 2005	4 297	8 035	5 755	18 087	2 019	1 003	1 116	4 138	
Premier trimestre 2004	4 654	6 900	4 245	15 799	1 878	940	968	3 786	
Québec									
Premier trimestre 2005	910	806	1 270	2 986	515	225	270	1 010	
Premier trimestre 2004	571	633	483	1 687	530	166	398	1 094	
Sherbrooke									
Premier trimestre 2005	105	72	187	364	85	3	36	124	
Premier trimestre 2004	83	26	202	311	75	8	89	172	
Trois-Rivières									
Premier trimestre 2005	55	6	70	131	53	0	95	148	
Premier trimestre 2004	71	6	63	140	82	0	39	121	
TOTAL - ENSEMBLE DES RMR									
Premier trimestre 2005	5 892	9 339	7 394	22 625	3 091	1 320	1 606	6 017	
Premier trimestre 2004	5 721	8 021	5 204	18 946	3 161	1 138	1 637	5 936	

Source : SCHL

(*) À la fin de la période indiquée

Note méthodologique

Avant juillet 2002, le Relevé des mises en chantier et des achevements fait par la SCHL était fondé sur le dénombrement mensuel des mises en chantier et des achevements dans les centres urbains de 10 000 habitants et plus. À partir de juillet 2002, le dénombrement est effectué tous les mois dans les centres de 50 000 habitants et plus et tous les trimestres dans les agglomérations comptant de 10 000 à 49 999 habitants. Le nombre estimatif de mises en chantier dans les centres de 10 000 habitants et plus (pour les provinces et pour le Canada) sera déterminé tous les mois à l'aide de modèles statistiques.

Aucun changement n'a été apporté à la méthode employée pour faire l'estimation du nombre de mises en chantier dans les régions rurales (secteurs autres que les centres urbains de 10 000 habitants et plus). Dans ces régions, l'enquête continue d'être réalisée tous les trimestres à partir d'un échantillon. Le nombre estimatif de logements mis en chantier dans toutes les régions du Canada continuera d'être déterminé mensuellement au moyen de modèles statistiques.

Tableau 5
Mises en chantier par centre de 50 000 à 99 999 habitants
Province de Québec

<i>Centre/période</i>	<i>Propriétaire</i>		<i>Logement locatif</i>	<i>Total</i>
	<i>Propr. absolue</i>	<i>Copropriété</i>		
Drummondville				
Premier trimestre 2005	55	0	27	82
Premier trimestre 2004	51	0	31	82
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	55	0	27	82
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	51	0	31	82
Granby				
Premier trimestre 2005	95	14	11	120
Premier trimestre 2004	87	3	47	137
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	95	14	11	120
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	87	3	47	137
Saint-Jean-sur-Richelieu				
Premier trimestre 2005	125	0	22	147
Premier trimestre 2004	89	4	86	179
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	125	0	22	147
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	89	4	86	179
Shawinigan				
Premier trimestre 2005	16	0	4	20
Premier trimestre 2004	9	0	0	9
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	16	0	4	20
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	9	0	0	9

Source : SCHL

Tableau 6
Mises en chantier par centre de 10 000 à 49 999 habitants
Province de Québec

<i>Centre/période</i>	<i>Propriétaire</i>		<i>Logement locatif</i>	<i>Total</i>
	<i>Propr. absolue</i>	<i>Copropriété</i>		
Alma				
Premier trimestre 2005	0	0	6	6
Premier trimestre 2004	5	0	0	5
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	0	0	6	6
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	5	0	0	5
Baie-Comeau				
Premier trimestre 2005	0	0	0	0
Premier trimestre 2004	0	0	0	0
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	0	0	0	0
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	0	0	0	0
Cowansville				
Premier trimestre 2005	2	0	0	2
Premier trimestre 2004	3	0	0	3
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	2	0	0	2
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	3	0	0	3
Dolbeau				
Premier trimestre 2005	3	0	0	3
Premier trimestre 2004	3	0	0	3
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	3	0	0	3
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	3	0	0	3

Tableau 6 (suite)
Mises en chantier par centre de 10 000 à 49 999 habitants
Province de Québec

<i>Centre/période</i>	<i>Propriétaire</i>		<i>Logement locatif</i>	<i>Total</i>
	<i>Propr. absolue</i>	<i>Copropriété</i>		
Joliette				
Premier trimestre 2005	37	0	28	65
Premier trimestre 2004	24	0	81	105
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	37	0	28	65
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	24	0	81	105
Lachute				
Premier trimestre 2005	13	0	0	13
Premier trimestre 2004	6	0	0	6
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	13	0	0	13
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	6	0	0	6
La Tuque				
Premier trimestre 2005	0	0	0	0
Premier trimestre 2004	2	0	0	2
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	0	0	0	0
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	2	0	0	2
Magog				
Premier trimestre 2005	25	8	0	33
Premier trimestre 2004	21	6	53	80
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	25	8	0	33
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	21	6	53	80
Matane				
Premier trimestre 2005	0	0	0	0
Premier trimestre 2004	1	0	0	1
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	0	0	0	0
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	1	0	0	1
Rimouski				
Premier trimestre 2005	21	0	0	21
Premier trimestre 2004	10	0	10	20
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	21	0	0	21
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	10	0	10	20
Rivière-du-Loup				
Premier trimestre 2005	13	0	10	23
Premier trimestre 2004	3	0	0	3
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	13	0	10	23
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	3	0	0	3
Rouyn-Noranda				
Premier trimestre 2005	0	0	0	0
Premier trimestre 2004	0	0	0	0
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	0	0	0	0
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	0	0	0	0
Saint-Georges				
Premier trimestre 2005	16	0	73	89
Premier trimestre 2004	10	0	0	10
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	16	0	73	89
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	10	0	0	10

Suite à la page suivante

Tableau 6 (suite)
Mises en chantier par centre de 10 000 à 49 999 habitants
Province de Québec

Centre/période	Propriétaire		Logement locatif	Total
	Propr. absolue	Copropriété		
Saint-Hyacinthe				
Premier trimestre 2005	6	0	8	14
Premier trimestre 2004	13	12	34	59
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	6	0	8	14
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	13	12	34	59
Salaberry-de-Valleyfield				
Premier trimestre 2005	9	0	0	9
Premier trimestre 2004	14	0	0	14
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	9	0	0	9
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	14	0	0	14
Sept-Îles				
Premier trimestre 2005	0	0	0	0
Premier trimestre 2004	4	0	0	4
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	0	0	0	0
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	4	0	0	4
Sorel-Tracy				
Premier trimestre 2005	24	9	0	33
Premier trimestre 2004	9	12	4	25
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	24	9	0	33
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	9	12	4	25
Thetford-Mines				
Premier trimestre 2005	5	0	0	5
Premier trimestre 2004	3	0	0	3
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	5	0	0	5
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	3	0	0	3
Val d'Or				
Premier trimestre 2005	1	0	0	1
Premier trimestre 2004	0	0	0	0
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	1	0	0	1
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	0	0	0	0
Victoriaville				
Premier trimestre 2005	23	0	0	23
Premier trimestre 2004	27	0	14	41
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	23	0	0	23
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	27	0	14	41
Autres centres urbains*				
Premier trimestre 2005	42	0	14	56
Premier trimestre 2004	35	0	4	39
Cumul 2005 (Janv.-mar.)	42	0	14	56
Cumul 2004 (Janv.-mar.)	35	0	4	39

Source : SCHL

(*) Amos, Gaspé, Montmagny, Roberval, Sainte-Marie, Saint-Félicien, Saint-Lin (2003) et partie québécoise de Hawkesbury
 (*) Saint-Lin ne faisait pas l'objet d'une enquête avant 2003. Les données des années précédentes ne sont pas disponibles.

Actualités habitation est publié 4 fois par année pour le marché de la Province de Québec. L'abonnement annuel pour Actualités habitation de la Province de Québec est de 55,00 \$ plus taxes. Pour plus d'informations, ou pour vous abonner, veuillez contacter notre service à la clientèle au 1-866-855-5711.

© 2005 Société canadienne d'hypothèques et de logement. Tous droits réservés. La reproduction, le stockage dans un système de recherche documentaire ou la transmission d'un extrait quelconque de cette publication, par quelque procédé que ce soit, tant électronique que mécanique, par photocopie, enregistrement ou autre moyen, sont interdits sans l'autorisation préalable écrite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Sans que ne soit limitée la généralité de ce qui précède, il est de plus interdit de traduire un extrait de cette publication sans l'autorisation préalable écrite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Les renseignements, analyses et opinions contenus dans cette publication sont fondés sur des sources jugées fiables, mais leur exactitude ne peut être garantie, et ni la Société canadienne d'hypothèques et de logement ni ses employés n'en assument la responsabilité.